



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 1^{er} avril 2025

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 22
Nombre de votants : 27

Date de la convocation : 19 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le premier avril à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin).

Absents excusés :

Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua) : pouvoir à Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Stéphane DELAGE (Le Gua) : pouvoir à M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage).

Secrétaire de séance :

M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre).

Attribution des marchés de travaux pour la réhabilitation du bâtiment de l'ancien siège de la CCBM rue Foch à Marennes-Hiers-Brouage – Lots n°11a et n°11b

*Actions de
développement
économique*

Monsieur le Président expose :

Lors de sa séance du 28 janvier 2025, le Conseil Communautaire a attribué les dix premiers lots du marché de travaux pour la réhabilitation de l'ancien siège de la communauté de communes et déclaré infructueux le lot n°11 Couverture tuiles et bacs acier – photovoltaïque, faute d'offre reçue.

Afin de favoriser la remise des offres, il a été décidé avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, composée du

cabinet SD Architectes et du bureau d'études fluides FT2e, de scinder ce lot en deux :

- Lot n°11a : Couverture tuiles et bacs acier ;
- Lot n°11b : Photovoltaïque.

Une nouvelle consultation des entreprises a donc été lancée pour ces 2 lots le 7 février 2025, pour une date limite de remise des offres au 12 mars 2025. Sept candidats ont répondu au marché et sept offres ont été réceptionnées :

- Lot n°11a : Couverture tuiles et bacs acier : 2 offres ;
- Lot n°11b : Photovoltaïque : 5 offres.

Les critères d'évaluation sont les suivants :

- Valeur technique sur 60 points ;
- Prix sur 40 points.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le rapport d'analyse des offres présenté en séance ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- d'attribuer les lots de ce marché de travaux, conformément au tableau ci-après :

LOT	ENTREPRISE	Montant hors taxes
Lot n°11a : Couverture tuiles et bacs acier	EGCM	75 886,51 € HT
Lot n°11b : Photovoltaïque	ALLEZ&Cie	22 342,26 € HT

- d'autoriser le Président à signer tout document afférent à la mise en œuvre de ce marché public ;
- d'inscrire les dépenses au budget général.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.